

Statistiques économiques Les données sur les évolutions des principaux indicateurs de notre économie et de la marche de nos institutions financières sont de plus en plus disponibles. Le ministère de l'Économie et des finances et Bank Al Maghrib sont de plus en plus réactifs face aux attentes des observateurs et des citoyens en matière d'informations sur l'évolution du comportement des acteurs économiques. PAR **DRISS AL ANDALOUSSI**

Le février économique et financier

TENDANCES SECTORIELLES

Les lecteurs ne sont plus invités à des conférences de presse pour recevoir l'information, parfois «distillée et habillée» par un discours frôlant la lecture politique. L'essentiel pour le journaliste est d'avoir accès aux chiffres, le reste lui appartient. La lecture des évolutions n'a pas besoin de guide, ni de coloriage des tableaux. Nous avons dépassé l'âge où il était nécessaire de passer par un maître «maalam» pour déchiffrer un ésotérisme qui n'a plus de raison d'exister.

Un préalable méthodologique

Donner et faire parler les chiffres sur l'état de l'économie s'est transformé en un discours à portée très politique. Il y a quelques années, les chiffres n'étaient pas aussi exploités qu'aujourd'hui. Les modes de leur production et l'accès aux données n'étaient pas permis à tous les citoyens intéressés par la performance ou la contreperformance économique. Aujourd'hui, recourir à l'analyse des données dont disposent les détenteurs du pouvoir sur l'appareil statistique est devenu un moment que beaucoup de politiques aiment et redoutent. Pour ne point sombrer dans les ambiances théâtralisées de la production statistique ayant dominé notre scène ces dernières années, il est plus que primordial d'inscrire les annonces sans mise en scène et recours aux médias pour amplifier les effets d'une lecture très normale et sans surprise. Il n'est plus nécessaire d'organiser des cérémonies pour annoncer de simples constatations ou

Secteur		2016	nov 17	déc 17	2017	janv 18
Activités primaires	Agriculture	●	●	●	●	●
	Pêche	●	●	●	●	
Activités secondaires	Phosphates et dérivés	●	●	●	●	●
	Automobile	●	●	↘	●	↗
	Aéronautique	●	●	●	●	●
	Electronique	●	●	●	●	●
	Agroalimentaire	●	●	●	●	●
	Textile et cuir	●	●	●	●	●
	Energie électrique	●	●	●	●	●
	BTP	●	●	●	●	●
	Activités tertiaires	Tourisme	●	●	●	●
Transport		●	●	●	●	
Télécommunications		●		●	●	

● Amélioration ● Stabilité ● Recul
 ↗ Amélioration récente ↘ Dégradation récente

*: appréciation basée sur les derniers baromètres conjoncturels disponibles.

même des analyses sur un thème relatif, à titre d'exemple, à nos produits d'exportation sans apport qualitatif au processus décisionnel. Asseoir un discours sur des analyses faites dans des laboratoires universitaires étrangers hautement qualifiés ne peut être considéré comme une valeur ajoutée.

Ce qui est prioritaire pour notre économie, se trouve dans l'impact des politiques publiques sur nos chiffres de l'emploi, des effets de la production sur l'ensemble des secteurs et sur les évolutions des résultats de l'action publique et privée sur le quotidien de nos concitoyens. C'est pour plus d'effi-

cacité et moins de démonstrations que notre appareil statistique très apprécié, par sa valeur scientifique, doit s'inscrire dans une approche moins politique et plus participative à l'œuvre de transparence dans la lecture économique et financière du pays.

Le mois de février 2018 : une lecture très optimiste

Les techniques d'agrégation des chiffres ont connu une évolution spectaculaire et ont permis à nos administrations publiques de pouvoir communiquer sans intermédiation. Les notes sur les conjonctures du ministère de

LES PERFORMANCES DE L'ANNÉE 2017

PERFORMANCE DU SECTEUR DE TRANSPORT

» Passagers : plus de 20 millions



+11,6%

Passagers aériens

» Trafic portuaire : plus 8,1% en raison d'une augmentation de plus de 27,3% des exportations



+8,1%

Activité portuaire ANP

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE



1272 Mds DH
Masse monétaire

993 Mds DH



Créances sur l'économie

+3,6%



Crédits habitat

Immobilier : **+4,2%**
Équipement : **+11,4%**
Consommation : **+4,3%**



CREDITS BANCAIRES

+5,5%
chacun



MA SI & MADEX
BOURSE

ECHANGES EXTÉRIEURS

» Exportations : Augmentation liée principalement à l'automobile et aux phosphates

+8,5%



Automobile

+14,8%



Aéronautique

+1,3%



Textile et cuir

» Importations : « les importations des produits alimentaires se sont raffermies de 31,8%, contribuant à hauteur de 78,8% dans la hausse des importations totales. De même, les importations de produits énergétiques, qui ont porté sur 6,1 milliards de dirhams, se sont inscrites en hausse de 7%, trouvant leur origine, particulièrement, dans l'appréciation des approvisionnements en gaz de pétrole et autres hydrocarbures (+50,8% à 1,3 milliard de dirhams). »

+7%



Facture énergétique

+32%



Facture alimentaire

56,8%
(-0,2 point)



Taux de couverture

-0,5%



Importations hors factures alimentaire et énergétique

L'économie et des finances sont devenues plus actuelles que les chiffres qui sont véhiculés en retard par d'autres institutions. Au terme du 2^{ème} mois de l'année 2018, le MEF nous informe que «le suivi de la conjoncture fait état d'une année 2018 prometteuse tant pour l'économie nationale que pour son environnement international.» Nous voulons bien le croire, mais il est presque primordial d'informer avec la même rigueur sur certains échecs enregistrés dans la gestion de nos grands projets d'infrastructure. Le grand projet du port de Safi aurait mérité, à titre d'exemple, une communication transparente de la part du gouvernement. En revenant aux chiffres macroéconomiques, la note de conjoncture du mois de février 2018 nous pousse à plus d'optimisme. La demande extérieure adressée au Maroc s'améliore et ce, malgré une persistance des déficits de notre balance commerciale et notamment dans ses compartiments relatifs aux produits alimentaires et énergétiques. Les indicateurs du MEF permettent de constater une évolution des taux de change sans

bouleversement de la parité « Euro/dollar », une évolution positive du taux de remplissage des barrages, une augmentation de l'emploi rémunéré de 57 000 postes et une augmentation des Investissements directs étrangers de 54%. Beaucoup d'indicateurs s'arrêtent sur les chiffres de l'année 2017 et n'avancent aucun chiffre au titre du mois de février et notamment au niveau du déficit budgétaire et du financement de l'économie dont les chiffres s'arrêtent à fin janvier 2018.

Les données sur le secteur primaire englobant l'agriculture et les pêches sont certes rassurantes, mais se limitent à ce qui a été enregistré à fin 2017 et à certaines données partielles de 2018. L'état de remplissage des barrages est en deçà de ce qui a été enregistré récemment et qui s'approche de 60%. Les données sur les crédits à l'immobilier, sur le ciment, sur la valeur ajoutée du secteur manufacturier et même sur l'évolution du secteur tertiaire s'arrêtent à l'exercice 2017. ■

DEMANDE INTERIEURE

Pour l'année 2018, les premiers baromètres conjoncturels sont à la faveur de la poursuite de l'investissement. En effet, les recettes des investissements directs étrangers (IDE) ont enregistré une forte reprise en janvier 2018, progressant de 53,9% en glissement annuel, et les importations des demi-produits et des biens d'équipement ont été maintenues quasiment inchangées. Par ailleurs, il y a lieu de noter que lors de sa réunion début 2018, la Commission Interministérielle des Investissements a approuvé 48 projets d'investissement pour un montant global de 32,32 milliards de dirhams. Ces projets devraient créer près de 6.190 emplois directs et 13.952 emplois indirects.

+54%



Recettes IDE